

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune de Nantua a lancé une étude globale appelée "plan guide" en lien avec les problématiques de stationnement et de circulation à Nantua courant 2022.

Les bureaux d'études INDDIGO et TRAIT D'UNION ont été mandaté pour cela.

Ces bureaux d'études ont proposé l'installation d'horodateurs en ville et au bord du lac dans le but de permettre une plus grande rotation des véhicules et aussi un rééquilibrage global de stationnement dans la ville. Mais aussi, ces matériels permettront un apport financier à la commune permettant le financement de projets futurs.

Il a donc été décidé de lancer une consultation par le biais d'un appel d'offre de fourniture permettant l'achat d'horodateurs pour répondre à ce besoin.

Il s'agit d'un marché en accord cadre à bon de commande d'une durée d'un an et renouvelable 3 fois.

Ce marché permettra donc de commander des horodateurs sur plusieurs années en fonction des besoins du projet et des capacités financières.

Le montant maximum de commandes pour une année dans le marché est fixé à 100 000€/HT.

Ces machines répondront aux normes en vigueur.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/06/2023

Reçu en préfecture le 07/06/2023

Publié le

Berger
Levisault

ID : 001-210102695-20230605-202342-DE

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une consultation d'appel d'offres.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean Pierre CARMINATI

Maire de Nantua

Le Maire,



Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.